

COALITION EUROPÉENNE CONTRE LA CYBERVIOLENCE

6 PAYS

9 ASSOCIATIONS

1 MISSION COMMUNE : METTRE FIN À LA CYBERVIOLENCE CONTRE LES FEMMES, LES FILLES ET LES ENFANTS

COALITION EUROPÉENNE CONTRE LA CYBERVIOLENCE

6 pays. 9 associations. Une mission commune : mettre fin à la cyberviolence contre les femmes, les filles et les enfants.

QUI SOMMES-NOUS ?

La Coalition européenne contre la cyberviolence réunit neuf organisations issues de France, Belgique, Chypre, Portugal, Irlande et Suède. Ensemble, nous œuvrons à mettre en lumière et à combattre la cyberviolence, en tant que prolongement structurel des inégalités et des violences masculines systémiques dont sont victimes les femmes, les filles et les enfants.

Partout en Europe, les espaces numériques deviennent des environnements de plus en plus hostiles. Le partage non consenti d'images intimes, le harcèlement sexuel en ligne, les campagnes de haine coordonnées, les contenus à caractère sexuel générés par intelligence artificielle, la sollicitation d'enfants à des fins sexuelles (« grooming »), la sexualisation des mineur·es et les discours de haine masculinistes ne sont pas des incidents isolés : ils témoignent d'un **phénomène systémique de violences fondées sur le genre, qui exige une action urgente et coordonnée.**

La cyberviolence franchit les frontières sans difficulté. Notre réponse doit en faire autant. En tant que coalition transnationale, nous travaillons à renforcer les mécanismes de protection, à promouvoir une action concertée et à garantir le respect des droits numériques et de la sécurité de toutes et tous.

Ce qui est illégal dans le monde physique doit également l'être dans l'espace numérique.

NOTRE MISSION

Notre coalition rassemble des organisations de la société civile européenne, des expert·es et des défenseurs·euses des droits afin de lutter contre la violence sexiste et sexuelle en ligne grâce à une action coordonnée et transfrontalière. Notre objectif est de créer un espace commun où les organisations de la société civile, les associations de défense des droits des victimes, les chercheurs·euses et les partenaires technologiques peuvent unir leurs forces, échanger leurs connaissances et élaborer des solutions collectives. Nous œuvrons pour renforcer la protection et les droits des victimes, demander des comptes aux plateformes numériques et aux entreprises technologiques, et promouvoir des politiques et des législations européennes ambitieuses et harmonisées. En nous appuyant sur la recherche et sur des approches centrées sur les survivant·es, **notre mission est de garantir un environnement numérique plus sûr, respectueux de la dignité humaine et des droits fondamentaux de tous·tes.**

UN MOMENT CLÉ POUR AGIR

105 MILLION

images d'abus sexuels sur mineur·es signalées en 2023 (NCMEC, 2024)

1 FEMME SUR 2

a été victime de cyberviolence en Europe (Parlement européen, 2021)

1 VICTIME SUR 3

est mineur·e (Grande enquête sur les cyberviolences sexistes et sexuelles, 2026)

52%

des victimes de cyberviolence le sont dans le cadre de relations romantiques/intimes (Grande enquête sur les cyberviolences sexistes et sexuelles, 2026)

85%

des auteur·es identifiés par les victimes sont des hommes ou des garçons (Grande enquête sur les cyberviolences sexistes et sexuelles, 2026)

82%

des interrogé·es ayant été victimes de cyberviolences sexistes ou sexuelles sont des femmes et des filles (Grande enquête sur les cyberviolences sexistes et sexuelles, 2026)

L'ampleur du problème est inédite : il s'agit d'une **crise systémique** qui exige une **action coordonnée et transfontalière**.

Le paysage politique au niveau de l'UE évolue rapidement. À travers des instruments tels que le règlement sur les services numériques (Digital Services Act), la directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, le règlement sur l'intelligence artificielle (AI Act), ainsi que des initiatives en cours en matière de protection de l'enfance et de sécurité en ligne, l'Union européenne reconnaît la cyberviolence comme un défi nécessitant une réglementation et une application des règles coordonnées. Cela ouvre une fenêtre d'opportunité cruciale : **les institutions européennes définissent actuellement les normes qui détermineront la responsabilité des plateformes, les droits des victimes, ainsi que la protection des femmes et des filles dans les espaces numériques, dans l'ensemble des États membres.**

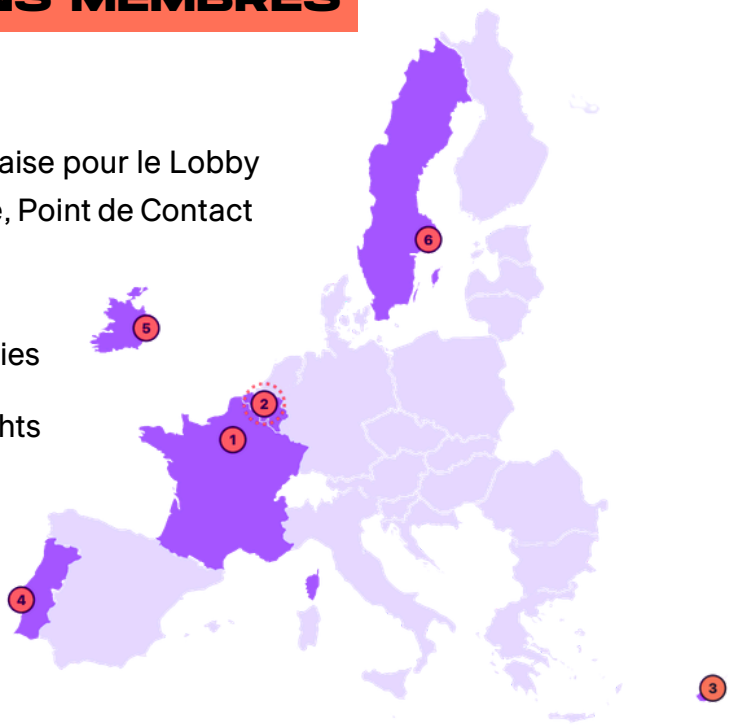
NOUS SOUTENIR

Mettre fin à la violence en ligne exige une action collective. Vous pouvez soutenir notre coalition en rejoignant notre réseau, en partageant votre expertise, en apportant des données et des travaux de recherche, ou en nouant un partenariat avec nous pour développer des solutions innovantes. Nous accueillons favorablement toute collaboration avec des organisations de la société civile, des groupes de défense des droits des victimes, des chercheurs·euses, des expert·es juridiques et des acteur·rices du secteur technologique, tous·tes engagé·es dans la création d'un espace numérique plus sûr.

Vous pouvez également soutenir notre action en relayant nos plaidoyers, en dialoguant avec les décideur·euses politiques et en contribuant à placer la voix des victimes au cœur des débats européens. Ensemble, nous pouvons renforcer la responsabilité, favoriser des évolutions législatives et garantir que les environnements numériques respectent les droits fondamentaux ainsi que la dignité humaine.

ORGANISATIONS MEMBRES

1. **France** : Osez le Féminisme, Coordination française pour le Lobby européen des femmes, Fondation pour l'Enfance, Point de Contact
2. **Belgique/UE** : Lobby européen des femmes
3. **Chypre** : Mediterranean Institute of Gender Studies
4. **Portugal** : Portuguese Platform for Women's Rights
5. **Irelande** : Sexual Exploitation Research Institute
6. **Suède** : Swedish Women's Lobby



CONTACTEZ-NOUS

coalition@stopcyberviolence.eu

Alyssa Ahrabare, Coordination de la Coalition, Responsable de plaidoyer d'Osez le Féminisme: **alyssa.ahrabare@osezlefeminisme.fr**

VISITEZ NOTRE SITE

FONDATION POUR L'ENFANCE reconnue d'utilité publique

La Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

OSEZ LE FÉMINISME

POINT DE CONTACT .NET

PLATAFORMA PORTUGUESA PARA OS DIREITOS DAS MULHERES

SVERIGES KVINNO ORGANISATIONER

S·E·R·P THE SEXUAL EXPLOITATION RESEARCH AND POLICY INSTITUTE

EUROPEAN WOMEN'S LOBBY EUROPEEN DES FEMMES

MEDITERRANEAN INSTITUTE OF GENDER STUDIES